

SNTRS**CNRS-INRIA
INSERM-IRD**

En bref...

SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33
Courrier électronique : sntrs-cgt-bn@vjf.cnrs.fr - Site web : <http://www.sntrs.net>

Numéro 67 du 10 novembre 2004

Compte rendu et appréciation du SNTRS-CGT sur la réunion finale des États Généraux de la Recherche Grenoble (27-29 octobre 2004)

La délégation du Bureau National était constituée par A Kieffer, J Kister et M Pierre. Près de 1000 personnes étaient présentes y compris des doctorants et des post-doctorants venus de toute la France et même de l'étranger. Les voyages avaient été financés par le ministère, des régions, des départements, des municipalités. La région Rhône-Alpes a pris en charge le Colloque. L'écho médiatique a été important.

Le ministre de la recherche et de l'éducation nationale et son secrétaire d'Etat se sont exprimés à l'ouverture du Colloque. Ils ont souligné l'importance de l'enjeu de la recherche (ça ne mange pas de pain) mais ils n'ont pas pris d'engagement sauf celui d'inscrire un plan pluriannuel de l'emploi scientifique dans la LOP qui devrait être soumise au Parlement au printemps 2005. Ils ont annoncé que le gouvernement veut mettre en place des pôles de compétitivité (ou d'excellence) rassemblant localement Universités, Centres de Recherches et Entreprises. Il est à craindre que seulement une partie des Universités et des laboratoires publics bénéficie des moyens attribués à des pôles jugés « compétitifs ». Le budget 2005 laisse supposer qu'il n'y aura pas une grande politique de recherche : remplacement des postes libérés par les départs mais pas de créations de postes dans les EPST et seulement 150 postes de MC dans les Universités, budget peu favorable pour les laboratoires de recherche fondamentale qui ne récupéreront que partiellement les crédits perdus depuis 2002 et qui pourraient avoir une année 2005 difficile. Les ministres ont donc été « contestés ». Les chefs de partis politiques représentés au Parlement avaient été invités à répondre à des questions sur leur conception de la recherche. Ils (F Hollande, F Bayrou, MG Buffet, RG Schwarzenberg, MB Blandin) se sont exprimés devant les EG sauf l'UMP puisque N Sarkozy s'est « défilé » au dernier moment. Les directions des EPST, la Conférence des Présidents d'Universités et la Conférence des Grandes Ecoles ont aussi été interrogées ainsi que deux organisations syndicales de la recherche et de l'Enseignement Supérieur (le SNESup et le SNTRS-CGT). Le Patronat, la Confédération CGT (seule confédération présente) et plusieurs personnalités représentant la Société ont débattu sur le thème « recherche publique et recherche privée ». L'Europe a été le sujet d'un autre débat.

En plus de ses interventions à la tribune (D Steinmetz), le SNTRS-CGT a tenu une Conférence de presse avec l'UNEF et la CJC afin de lancer la pétition pour la reconnaissance du doctorat. Il a aussi vendu des tee-shirts dénonçant la précarité.

Issu d'un large débat avec l'ensemble des personnels travaillant pour la Recherche et l'Enseignement Supérieur, le rapport a mis en évidence des points faisant l'objet d'un réel accord en particulier sur : le développement de l'emploi statutaire pour toutes les catégories, le statut de salarié pour tous les doctorants, le financement public pour au maximum 3 ans entre la thèse et le recrutement, la reconnaissance du doctorat dans les fonctions publiques et les conventions collectives, une rémunération tenant compte de la qualification, la revalorisation des allocations et des carrières, la réduction des tâches d'enseignements pour les universitaires, le maintien du statut de chercheur à plein temps et des EPST, l'exigence d'une évaluation pour les chercheurs et les universitaires, l'évaluation des ITA par métiers, les moyens aux labos d'être compétitifs avec principalement des crédits récurrents, ainsi que des points encore en débat (modalités d'organisation de la période entre la thèse et le recrutement, instances d'évaluation, rôle de l'Agence de financement incitatif ...).

Le SNTRS-CGT constate que le débat a évolué positivement depuis le mois de juin et même le début du mois de septembre. Il retrouve bien des idées qu'il défend. Pour autant, le SNTRS-CGT continuera à défendre ses points de vue sur des points avec lesquels il est en désaccord.

L'Assemblée de Grenoble a apprécié positivement, à l'unanimité, la démarche des états généraux et les accords réalisés sur des points essentiels mais n'a pas pu voter un texte définitif.

Le travail du CIP se termine. Mais le SNTRS-CGT pense que la mobilisation de l'hiver dernier et le débat qui a eu lieu ensuite pendant plusieurs mois a entretenu un état d'esprit qui peut permettre encore une forte mobilisation à l'occasion de la LOP et quand les budgets des équipes seront connus. Les acteurs de ce grand mouvement, dont le SNTRS-CGT, peuvent prendre ensemble des initiatives pour entretenir son élan.